

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-16: MERCREDI 7 MAI 2008

Mercredi, les participants à la CDD-16 se sont réunis dans des séances de travail parallèles pour examiner l'agriculture et le développement rural, les sols, la sécheresse et la désertification.

DISCUSSIONS THEMATIQUES

L'AGRICULTURE ET LE DEVELOPPEMENT RURAL:

Le vice-président de la CSD-16, Ojdanic, présidait la séance. Sergio Cruz (ONUDI) a mis l'accent sur les recherches et développement, le commerce sud-sud et l'établissement de passerelles entre les marchés intérieurs et mondiaux du commerce des produits alimentaires. Puneetha Palakurthi (Université de Southern New Hampshire) a présenté le rôle, les caractéristiques et les défis posés au financement rural. Colien Hefferan (USDA) a déclaré que l'information destinée aux communautés rurales a besoin d'être disponible et utile, et la formation en matière d'animation devrait commencer aux premières étapes des processus éducationnels. Arne Cartridge (Yara International ASA) a souligné le besoin de partenariats multisectoriels en Afrique, ce qui, a-t-il indiqué, requiert l'implication des institutions locales.

La TANZANIE a parlé du renouvellement de ses services de vulgarisation à travers des partenariats publics-privés. Affirmant que la bioénergie contribue au développement durable, l'ITALIE a appelé à une analyse des cycles de vie et à des normes de certification pour les biocombustibles. L'AUSTRALIE a encouragé l'intégration des réponses d'adaptation climatique dans l'agriculture, a plaidé pour des politiques commerciales plus ouvertes et a souligné son soutien à l'amélioration des mesures sanitaires et phytosanitaires des pays en développement. Le porte-parole des PEID a signalé que les promesses de la Déclaration de Maurice ne sont toujours pas honorées. La JAMAÏQUE a mis l'accent sur les efforts ciblés fournis dans les domaines clés pour accroître la productivité. Faisant état de l'actuel "tsunami alimentaire," la JORDANIE a appelé à l'arrêt de la production des biocombustibles. Le JAPON a annoncé une contribution de 100 millions de dollars pour l'aide alimentaire. La CHINE a appelé les pays industrialisés à ouvrir davantage leurs marchés aux produits agricoles. Le BELARUS a mis en exergue le partage équitable des ressources, la levée des subventions et l'accroissement de l'investissement dans l'agriculture.

L'UE a déclaré qu'elle soutient les politiques qui permettent aux pays en développement d'accéder aux marchés internationaux. Le délégué des ETATS-UNIS a parlé des avantages des organisations d'entreprise coopérative, et a plaidé en faveur d'une production et d'une utilisation durables des biocombustibles.

Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a appelé à une éducation pertinente et appropriée pour l'habilitation des jeunes. La REPUBLIQUE DE COREE a mis en relief la valeur de l'élite rurale et sa stratégie à deux étapes – étape centralisée suivie d'une étape décentralisée – pour le développement rural. Le KAZAKHSTAN a décrit les réformes agricoles tournées vers le marché, qui ont fait du pays le sixième plus grand producteur de grains. La PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE a déclaré que la revitalisation de son secteur agricole a été provoquée par le boom des prix des matières de base, qui a découlé de l'amélioration survenue dans l'environnement international. La COTE D'IVOIRE a encouragé l'arrêt des mesures qui, dans les années 1980 avaient mené à une chute de la production agricole. La NORVEGE a exprimé un intérêt en faveur des propositions de la

CDD pour ses programmes d'aide et a mis en exergue les considérations d'égalité des sexes dans sa politique d'aide pour le commerce.

L'ALGERIE a déclaré que sa stratégie pour le développement rural encourage l'investissement, combat la désertification et sauvegarde les zones menacées. Le NIGERIA a mis l'accent sur l'importance du micro-financement dans les zones rurales. La CLD a fait état d'un déclin des investissements ruraux, et a précisé que la Convention constituait un outil permettant de combattre la pauvreté et de réaliser les OMD. Le porte-parole des ONG a souligné la valeur de l'agriculture régénérative. Le MAROC a plaidé en faveur d'une amélioration de la coopération internationale pour le traitement des changements climatiques. L'AFRIQUE DU SUD a déclaré qu'une approche intégrée du développement agricole est critique pour ses communautés traditionnelles. Le délégué de TRINITE ET TOBAGO a parlé des efforts fournis pour soutenir l'implication des femmes et des jeunes dans l'agriculture. La FAO a déclaré qu'elle est en train d'analyser les coûts et avantages des biocombustibles, de soutenir l'analyse scientifique des biotechnologies et d'apporter aux pays, des conseils pour la prochaine saison culturale.

La ZAMBIE a appelé à une aide pour ses programmes de développement rural. Le MEXIQUE a parlé de ses services de base, habitat, finance et investissement dans les technologies et dans la recherche. L'UE a plaidé pour des modes durables de production et de consommation des biocombustibles.

LA SECHERESSE: Le vice-président Carmon a présidé la séance et le chargé de la DSD, Abdalla, a présenté le rapport du Secrétaire Général concernant la sécheresse (E/CN.17/2008/6). Anada Tiega (Secrétaire Général, Convention de Ramsar) a expliqué que construire des habitations sur des lits majeurs empêche la recharge aquifère et conduit à la sécheresse. Scott Christiansen (ICARDA) a appelé à des plans de préparation à la sécheresse, à des systèmes d'alerte précoce et à des réseaux de sécurité. Enos Esikuri (Banque mondiale) a déclaré que la Banque mondiale est en train d'aller au-delà de la réponse d'urgence, vers la gestion du risque de sécheresse et la réduction de la vulnérabilité.

Estanbacio Castro Diaz (International Indian Treaty Council) a parlé de la vulnérabilité des communautés autochtones face à la sécheresse. Le porte-parole des PEIDP a parlé de la rareté de l'eau et des mesures de préparation à la sécheresse, et a encouragé les partenaires du développement à apporter leur aide. Le délégué des ETATS-UNIS a décrit des initiatives anti-sécheresse, y compris le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine. Le CANADA a souligné le besoin d'explorer des voies et moyens complémentaires de faire face à la sécheresse. La REPUBLIQUE DE COREE a expliqué que les pays en développement ont besoin de renforcer leurs capacités en matière de préparation à la sécheresse. L'INDE a déclaré que les technologies traditionnelles sont en cours d'intégration dans la planification et les processus politiques officiels en Inde. L'AFRIQUE DU SUD a mis l'accent sur l'intégration des programmes et l'harmonisation des politiques. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a encouragé une focalisation sur les causes profondes de la sécheresse. Le ZIMBABWE et les ONG ont mis l'accent sur la reconnaissance des stratégies d'adaptation des communautés autochtones. Le MAROC a expliqué les structures du pays et les mesures d'atténuation de la sécheresse. La CLD a souligné le besoin d'une recherche commandée par la demande et à des partenariats efficace pour l'investissement durable.

L'UE a appelé à une réponse exhaustive à la sécheresse, englobant la prévention et la diffusion des technologies. Le G-77/CHINE a souligné le rôle d'ONU/SIPC dans la réponse à la sécheresse, et le Groupe, l'ARGENTINE et la COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE ont appelé à la mise en place de systèmes d'alerte précoce. Le GROUPE DE RIO a suggéré des mesures permettant de faire face à la sécheresse, dont, l'alerte précoce et le renforcement des capacités des communautés locales, et l'accès aux technologies. ISRAËL a présenté un rapport sur sa situation critique dans le domaine de l'eau, et l'Australie a décrit les effets nationaux de la sécheresse. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a parlé de la migration des travailleurs agricoles. ONU/SIPC a rappelé le Cadre d'action de Hyogo pour le renforcement des capacités de résistance. La REPUBLIQUE TCHEQUE a mis l'accent sur l'échange d'informations. La CHINE a décrit ses politiques nationales et a appelé à associer les luttes contre la sécheresse et contre la pauvreté. Le délégué des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a appelé à la protection des pasteurs nomades contre le risque de devenir des réfugiés. L'OMM a décrit son implication dans un centre de gestion de la sécheresse en Asie centrale. La JORDANIE a appelé à une coopération accrue pour le transfert des technologies. L'UICN a déclaré que les zones humides et les zones arides ont besoin d'être traitées ensemble dans une approche fondée sur l'écosystème.

LES SOLS: Le vice-président Tharyat présidait cette séance et le secrétariat a introduit le rapport du Secrétaire Général concernant les sols (E/CN.17/2008/5). Omara Amuko (International Union of Food Allied Workers Association) a parlé des moyens de subsistance des travailleurs agricoles. Jolyne Sanjak (Millennium Challenge Corporation) a mis en relief la gouvernance et l'approche d'apprentissage dans le domaine de la mise en valeur et de la planification de l'affectation des terres. Erick Fernandes (Banque mondiale) a encouragé la fourniture de systèmes de soutien des décisions et de systèmes d'information pro-pauvres qui intègrent les modèles de scénarios et les connaissances culturelles traditionnelles. Clarissa Augustinus (ONU-HABITAT) a attiré l'attention sur le nouveau système cadastral, plus large, en cours d'enregistrement à l'International Standards Organization. Michael Taylor (International Land Coalition) a parlé d'une corrélation entre les pauvres et l'insécurité foncière, et d'un "nouvelle ruée vers les terres" par les intérêts commerciaux.

Le G-77/CHINE a souligné le besoin d'une coopération internationale dans les domaines de l'information et des technologies. L'UE a plaidé pour une approche intégrée de la protection des sols. L'AOSIS a parlé de programmes de conservation innovants, dont le Challenge de Micronésie. Le porte-parole des PEID-P a expliqué que les demandes concurrentes pour les terres dans les PEID sont exacerbées par les systèmes de leasing des terres, du fait des propriétaires terriens qui ne sont pas sur place.

Le SENEGAL et la MALAISIE ont mis l'accent sur la bonne gouvernance dans la gestion des terres. L'INDE a mis en exergue la gestion décentralisée des terres. L'INDONESIE a décrit ses efforts dans le domaine de la réduction de la conversion des terres et du changement de la culture agricole des petits agriculteurs. Soulignant l'importance des bases de données dans la gestion des terres et leurs coûts élevés, la REPUBLIQUE DE COREE, la MALAISIE et la JAMAÏQUE ont appelé à une aide internationale. Le délégué des COMMERCE ET INDUSTRIE a parlé de l'importance des approches intégrées, équilibrées et globales de la gestion des terres et des incitations encourageant une gestion fondée sur l'écosystème par les petits agriculteurs. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a fait état de la difficulté de séparer une terre de ses habitants. L'ARGENTINE a appelé à une action, entre autres, contre les effets défavorables des changements climatiques, pour l'application des normes de l'OIT relatives aux travailleurs, et pour l'élaboration d'outils d'information et d'évaluation. La THAILANDE a décrit diverses pratiques communautaires favorisant une conservation à long terme des écosystèmes.

La NORVEGE a indiqué que le sol est une ressource rare et vulnérable. La SUISSE a déclaré que des outils plus innovants sont nécessaires pour inventorier les sols. La CHINE a indiqué qu'elle est en train de travailler à l'amélioration de la qualité des terres agricoles. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a appelé à des programmes d'éducation axés sur la terre. La REPUBLIQUE TCHEQUE a parlé de programmes de consolidation des terres. ISRAËL a décrit ses efforts visant à conserver les terres à travers des plans d'implantation à haute densité. La CLD a déclaré que les institutions des Nations Unies traitant des divers aspects de sols pourraient former une coalition des sols. Le délégué des ETATS-UNIS a noté l'importance des sols pour la production alimentaire, la génération de revenus et l'identité culturelle. L'EGYPTE a souligné le besoin de consolider les cadres de coopération dans le domaine des sols.

LA DESERTIFICATION: Le vice-président Carmon présidait cette séance et le chargé du secrétariat, Abdalla, a présenté le rapport du Secrétaire Général concernant la désertification (E/CN.17/2008/7). Uriel Safriel (point focal de la CLD en Israël) a fait état de l'absence d'une définition agréée de la désertification, et a

soutenu qu'elle fait partie de la dégradation des sols dans les régions où l'on assiste à une réduction persistante de la productivité biologique. Jeff Herrick (USDA) a décrit des outils qui permettent de classer par ordre de priorité les projets de mise en valeur, sur la base de ce qui est possible et réaliste. Sanjay Kumar (Inde) a attiré l'attention, entre autres, sur l'importance de la gouvernance au niveau local et des orientations concernant les moyens de subsistance. Nancy Kengwenyane (Botswana) a souligné l'importance d'un examen global des pratiques agricoles, de la mise en place de structures institutionnelles robustes et de la mise au point de technologies appropriées et accessibles.

Le G-77/CHINE a déclaré que la CLD est une plate-forme pour le traitement des questions du changement climatique et de biodiversité, et a appelé à son application intégrale et au renforcement du domaine de mobilisation du FEM au cours de la prochaine reconstitution de fonds. L'UE a souligné que le lien entre désertification et changement climatique est une conclusion fondamentale du GIEC, et a déclaré que les rapports du GIEC devraient intégrer les effets des changements climatiques sur les terres sèches. Le GROUPE DE RIO a mis l'accent sur l'alerte précoce et le renforcement des capacités des communautés. Le GROUPE AFRICAÏN a mis en relief le lien entre la désertification et le changement climatique, a appelé à des synergies entre les conventions de Rio et a encouragé la fourniture d'un financement supplémentaire.

L'ISLANDE a déclaré que le Forum mondial sur les sols, la société et le changement global qu'elle a organisé, a recommandé d'établir un groupe d'experts indépendant pour la CLD. L'Australie et les ONG ont apporté leur appui au Plan stratégique décennal et à sa mise en application. Le délégué des ETATS-UNIS a décrit un modèle communautaire de gestion des ressources naturelles. Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a déclaré qu'il n'y aurait pas d'avenir pour les jeunes si la désertification ne venait pas à être inversée. L'EGYPTE a appelé les donateurs à faciliter le transfert des technologies. La SUISSE a déclaré qu'un partenariat mondial pour la lutte contre la désertification est requis d'urgence. La CHINE a décrit sa réforme dans la propriété forestière collective, qui profite aux agriculteurs et qui contribue à la conservation écologique.

ISRAËL a appelé au renouvellement de l'engagement en faveur de la mise en application synergétique des conventions de Rio. Le représentant des COMMERCE ET INDUSTRIE a souligné le potentiel des cultures qui tolèrent la sécheresse, de la sélection des plantes et de l'identification des cultures adaptées aux projets de mise en valeur dans les terres sèches. Le GUATEMALA a attiré l'attention sur le sommet attendu des présidents des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, consacré à l'adaptation aux changements climatiques.

L'AFRIQUE DU SUD a fait part de ses réserves concernant la limite des ressources affectées aux programmes de gestion des terres. L'INDE a déclaré que la technologie et le financement doivent parvenir au niveau local. Le ZIMBABWE a noté le besoin de programmes de gestion intégrée des ressources en eau. L'ARGENTINE a souligné le besoin d'entreprendre, dans le cadre de la CLD, des mesures d'atténuation et d'adaptation, et de travailler, au sein de l'OMC, à la réduction ou à l'élimination des barrières économiques. La COTE D'IVOIRE a mis en relief la formation des agriculteurs dans les pratiques culturelles compatibles avec l'agriculture durable.

Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a parlé du droit des travailleurs "à ne pas émigrer." Le CANADA a encouragé l'élevation du profil de la CLD. La NORVEGE a parlé des effets réciproques des effets des changements climatiques et de la désertification. La FRANCE a encouragé les synergies et a mis en garde contre la menace posée à la sécurité internationale, par la désertification. Le VENEZUELA a suggéré que l'accès à l'eau est un droit humain, et a encouragé des augmentations de l'APD. La CLD a déclaré que la Convention offre une solution à long terme pour l'accroissement de la production alimentaire, à travers l'expansion des terres arables.

DANS LES COULOIRS

De l'avis de nombreux participants, le débat de l'après-midi sur la désertification était focalisé et riche en idées novatrices et en analyses incisives, en particulier, des liens avec le changement climatique. Dans les couloirs, cependant, des mises en garde ont été entendues concernant, principalement, la faiblesse des mises en application. Le bruit court que l'évolution insuffisante des choses pour la CLD, contrairement à ses conventions sœurs de Rio, fait que la perspective de son application intégrale, et avec elle, la réduction de la pauvreté, est improbable. Et, sans ressources adéquates pour le Plan stratégique décennal, toutes les discussions reviendraient à "des pourparlers dans le vide." Comme l'a souligné un délégué, la déconnexion persistante entre notre compréhension approfondie de la désertification avec ses nombreuses ramifications et la pénurie des financements est dure à expliquer, compte tenu du spectre de l'aggravation de l'érosion des sols, de la spirale ascendante des prix des produits alimentaires et de la migration environnementale.